



Suivi de la stratégie méditerranéenne pour le développement durable

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL
Etude Nationale Egypte, Résumé

en partenariat avec :



Financé avec l'appui du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Document de travail réservé à l'atelier de BARI 2008. Ne pas diffuser

Plan Bleu
Centre d'Activités Régionales

Sophia Antipolis
Mai 2008

Malgré un recul relatif, l'agriculture égyptienne demeure un secteur important qui occupe 28% des actifs, dont une majorité de femmes, et participe pour 47 % aux exportations des matières premières. Avec une population rurale majoritaire (57.8% de la population totale en 2004) et très jeune (40.8% de moins de 15 ans), le monde rural représente un enjeu majeur pour le développement du pays. Cependant, les ressources en terre et en eau, limitées dans la Vallée et le Delta du Nil, sont insuffisantes compte tenu de la croissance démographique.

Les politiques de développement agricole ont visé, dans un premier temps, l'intensification de la production agricole par l'utilisation massive des intrants, et surtout par l'irrigation pérenne qui a permis de doubler la surface récoltée (6 millions et 100 000 ha) par rapport à la surface des terres agricoles (3 millions et 550 000 ha) et d'atteindre un taux d'intensification entre 1.7 et 2.

Depuis les années 80, la priorité absolue des politiques publiques est l'extension des terres cultivables par la mise en valeur des nouvelles terres. Les investissements du secteur privé tiennent une place importante dans cette stratégie, ce qui a conduit à l'installation des grandes et de très grandes exploitations agricoles. De manière générale, les exploitations des nouvelles terres sont plus modernes, moins orientées vers les cultures traditionnelles (comme le coton, le maïs ou le blé) et plus vers des cultures comme les fruits et les légumes.

Dans les anciennes terres, l'agriculture souffre d'un fort morcellement et de la domination des micro exploitations (81% moins d'un hectare). Le travail agricole occupe une grande majorité des femmes rurales, souvent sans rémunération, ainsi qu'un fort pourcentage de personnes illettrées et sans statut professionnel.

Le taux de pauvreté est de 20%, avec un écart important entre la population urbaine (10.7% de taux de pauvreté) et la population rurale (27.4% de taux de pauvreté).

Moins bien dotées en infrastructures et en services, les zones rurales sont confrontées à plusieurs problèmes environnementaux affectant directement la santé publique :

- La pollution et la mauvaise qualité de l'eau (pollution chimique et organique) dont les principales causes sont le rejet des déchets, l'absence de collecte des eaux usées et d'assainissement
- La pollution et l'insalubrité causée par le manque de collecte et de traitement des déchets solides (déchets ménagers et de production).

S'ajoute à ces problèmes, l'approvisionnement défaillant en eau potable (réseau d'approvisionnement dégradé), la question récurrente de la salinité du sol (lié au drainage), les pertes des terres agricoles par l'urbanisation, et les risques induits par le réchauffement climatique à savoir l'inondation d'une partie du delta du Nil, et les effets combinés d'une double augmentation des pertes en eau par évapotranspiration et des besoins des cultures.

L'agriculture biologique occupe une place marginale. La question de la qualité des produits agricoles commence à émerger dans les politiques publiques avec la création d'un organisme national pour élaborer les normes et les procédures de contrôle de qualité.

Les politiques publiques sont assez dynamiques dans le domaine de la protection des espaces naturels (espaces souvent non habités). L'Égypte s'est dotée d'un ministère de l'environnement et d'une agence exécutive, a mis en place un projet de recensement et de protection des plantes médicinales et un projet de banques de gènes pour conserver la patrimoine génétique des plantes locales, et a signé toutes les conventions internationales (changement climatique, biodiversité... etc.).

Dans le domaine du développement rural, on constate qu'une grande partie des moyens humains et financiers sont concentrés sur les grands projets d'aménagement hydro- agricoles, et que le développement rural est encore étroitement lié au développement agricole. Sur le plan institutionnel, il faut souligner la complexité et la multiplication des structures intervenant, le faible niveau de décentralisation et d'institutionnalisation de l'action des acteurs, ce qui accroît la lourdeur bureaucratique et entrave fortement l'action sur le terrain.

La durabilité environnementale et la durabilité socio-économique sont particulièrement liées dans le cas de l'Égypte. Le poids démographique de la population rurale, la forte densité, les ressources limitées concentrées dans 4% de la superficie du pays, et la nécessité d'accroître la production agricole forment un contexte de tension forte sur les ressources, ce qui exige des politiques et des modes d'exploitation des ressources permettant de combiner l'impératif de développement et celui de protection de l'environnement. Or, la pauvreté, les mauvaises conditions de vie, et les inégalités qui frappent le monde rural sont des facteurs défavorables à la mise en place de ces politiques, d'où la nécessité d'une stratégie de développement rural qui crée les conditions sociales et économiques pour une dynamique de durabilité.